



Conseil directeur
Point 5

CL/185/5-R.1
30 septembre 2009

**RAPPORT INTERIMAIRE DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES ACTIVITES DE L'UNION
DEPUIS LA 184^{ème} SESSION DU CONSEIL DIRECTEUR**

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe(s)</u>
A. Activités	1 - 42
B. Réunions	43
C. Publications	44
D. Membres de l'UIP	45
E. Organes statutaires	46 - 52
F. Comités spéciaux et groupes de travail	53 - 60

A. ACTIVITES

1. La période écoulée depuis la 120^{ème} Assemblée de l'UIP à Addis-Abeba a été consacrée à diverses activités : suivi des résultats de cette réunion, mise en œuvre des programmes ordinaires de l'UIP et préparation de la prochaine session de réunions statutaires.
2. Comme le montre l'énumération figurant dans la section ci-après, un grand nombre de conférences, séminaires et ateliers de travail ont été, ou seront, organisés par l'UIP, ou avec son soutien ou son parrainage, avant que la 121^{ème} Assemblée de l'UIP ne commence ses travaux le 19 octobre. Nombre d'entre eux font l'objet de rapports séparés qui seront soumis au Conseil directeur à Genève.
3. La Conférence parlementaire sur la crise économique mondiale, organisée par l'UIP aux Nations Unies, à Genève, les 7 et 8 mai, mérite une mention particulière. Cette réunion, la première en son genre, a rassemblé presque 300 parlementaires venus du monde entier pour réfléchir à la réponse à apporter à la crise et participer à la rédaction d'un document présenté le mois suivant, au nom des parlementaires, à la Conférence organisée par les Nations Unies sur le sujet. La Conférence de l'UIP a permis de mettre en évidence les mesures que les parlements peuvent prendre pour contribuer à atténuer les effets délétères de la crise et éviter qu'elle ne se reproduise.

Promotion de la démocratie

Assistance aux parlements

4. L'UIP a apporté un appui technique à un certain nombre de parlements, à savoir ceux du Burundi, du Cambodge, de la Guinée équatoriale, des Maldives, du Pakistan, de la République démocratique du Congo et de la Sierra Leone. Le Secrétariat du Conseil législatif palestinien a lui aussi bénéficié d'une assistance.
5. Au Burundi, l'UIP a continué à promouvoir le dialogue entre les différents partis au Parlement dans le but de créer un environnement propice à la participation de tous à la prise de décision et de souder la réconciliation. En septembre 2009, l'UIP a organisé un séminaire à l'intention de la direction du Parlement, ainsi que des dirigeants des partis politiques représentés au Parlement. Ce séminaire a été consacré à l'examen des mécanismes susceptibles d'améliorer le dialogue et de garantir la participation équitable de tous les parlementaires aux travaux du Parlement.
6. Au Cambodge, l'UIP a collaboré avec le PNUD à l'organisation d'un séminaire consacré au renforcement des compétences des femmes parlementaires. Les deux Organisations ont aussi organisé un atelier le 15 septembre 2009 à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie.
7. L'UIP et le PNUD ont entrepris un certain nombre d'activités dans le cadre d'un programme conjoint d'assistance destiné au Parlement de la République démocratique du Congo. Un audit structurel de l'administration des deux Chambres du Parlement a eu lieu en juin 2009.

8. Aux Maldives, l'UIP a préparé pour le Parlement un projet de code d'éthique en cours d'examen.

9. Au Pakistan, l'UIP a poursuivi sa collaboration avec le PNUD. En février 2009 a eu lieu une mission commune destinée à analyser les activités entreprises dans le cadre de la première phase du projet intitulé "Renforcer la démocratie par le biais du Parlement". Cette mission a également donné lieu à l'élaboration de la seconde phase du projet, qui vise à compléter dans une optique stratégique, les activités réalisées pendant la première phase. Cette seconde phase devrait débuter en octobre 2009.

10. En collaboration avec la Commission européenne et le PNUD, l'UIP a organisé une mission destinée au Secrétariat du Conseil législatif palestinien (CLP) à Ramallah. Cette mission a examiné dans le détail un projet de renforcement des compétences et de l'efficacité du Secrétariat. Ce projet d'un an vise à améliorer la capacité du Secrétariat à offrir des services de qualité au CLP lorsqu'il reprendra ses activités. La collaboration avec le PNUD et le financement de la Commission européenne permettront de le mettre en œuvre.

11. En Sierra Leone, l'UIP continue à aider le Parlement à rédiger son plan stratégique. Des efforts ont aussi été consacrés à la finalisation d'un descriptif de projet dont la mise en œuvre impliquerait le PNUD.

12. L'UIP a envoyé, en mai 2009, une mission d'enquête au Parlement du Zimbabwe. Cette mission avait pour but de déterminer dans quels domaines l'UIP pouvait venir en aide au Parlement dans le contexte du processus de réconciliation en cours, ainsi que du point de vue du fonctionnement quotidien du Parlement. Une seconde mission, au cours de laquelle le Secrétaire général a mis au point les détails de ce projet d'assistance, a eu lieu en septembre. Un avant-projet devrait être présenté aux responsables du Parlement.

13. L'UIP et l'Institut de la Banque mondiale ont uni leurs forces pour élaborer et mettre à disposition, par le biais des technologies d'enseignement à distance, un cours destiné aux *Parlements de pays en conflit*. La première session de ce cours, à laquelle ont participé les Parlements du Libéria et de la Sierra Leone, ainsi que l'Assemblée législative du Sud-Soudan, a eu lieu en mai 2009.

Droits de l'homme

14. Le programme des droits de l'homme a veillé au bon fonctionnement du Comité des droits de l'homme des parlementaires en assurant la préparation et le suivi de sa dernière session, qui s'est tenue du 28 juin au 1^{er} juillet à Genève. Lors de cette session, le Comité a examiné 62 cas, dont quatre nouveaux. Il a tenu cinq auditions de ses sources pour certains des cas à l'examen. Le nombre total de cas instruits par le Comité lors de cette session portait sur 262 parlementaires dans 30 pays.

15. Lors de cette session, le Comité a estimé que la gravité et la complexité du grand nombre de cas dont il est saisi concernant la Colombie justifiait une mission sur place, dont la Vice-Présidente du Comité, la sénatrice mexicaine Rosario Green, et le Secrétaire général ont été invités à se charger. Ils se sont donc rendus à Bogota, où ils ont rencontré, entre le 22 et le 24 août, le Président de la République et les ministres de son gouvernement, les Présidents du Sénat et de la Chambre des représentants, le Président de la Cour suprême, ainsi que le Procureur général de la Colombie. Ils ont aussi rencontré des membres en exercice du Congrès et d'anciens membres aujourd'hui menacés, ainsi que les familles des parlementaires assassinés.

Les discussions ont porté sur les dispositions à prendre pour relancer les enquêtes sur les meurtres, sur le renforcement de la protection des personnes menacées et sur le respect du droit à un procès équitable pour les membres du Congrès. La délégation remettra ses conclusions et ses recommandations au Comité lors de sa session d'octobre prochain.

16. Dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités lancé en juin 2008 pour permettre aux parlements de s'impliquer totalement dans le processus de réconciliation nationale et de réforme institutionnelle, l'Union interparlementaire (UIP) a organisé plusieurs séminaires nationaux dans le sillage du séminaire régional organisé en juin 2008 en Sierra Leone. Ces réunions parlementaires ont donné aux participants la possibilité d'analyser les obstacles majeurs auxquels ils se heurtent et de définir une stratégie pour en venir à bout.

17. Un séminaire national à l'intention des parlementaires a eu lieu les 29 et 30 avril 2009 à Freetown (Sierra Leone). Les participants se sont donné des objectifs précis s'inspirant de recommandations concrètes. Des mesures et des dates butoir de mise en œuvre ont été fixées pour la réalisation de ces objectifs. Un Comité directeur a été mis sur pied dans ce but.

18. Une conférence régionale a eu lieu les 13 et 14 juillet 2009 au Parlement rwandais, à Kigali. Cette rencontre a réuni des parlementaires du Burundi, du Kenya, de la République démocratique du Congo, ainsi que la République-Unie de Tanzanie et du Rwanda.

19. Le 16 septembre, l'UIP et la Fondation Friedrich Ebert ont co-organisé, en marge de la 12^{ème} session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, une conférence intitulée : "Le rôle des parlements dans l'Examen périodique universel". Cette réunion-débat, à laquelle ont participé des représentants des missions permanentes auprès des Nations Unies à Genève, ainsi que des membres d'organisations non gouvernementales, a donné lieu à un échange de vues intéressant, dont il est clairement ressorti que la participation des parlements sera fondamentale pour faire de ce nouveau mécanisme un instrument efficace de promotion et de protection des droits de l'homme.

20. L'UIP coopère avec l'Organisation internationale du Travail et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à l'élaboration d'un guide parlementaire sur les migrations et les droits de l'homme. Un premier projet a vu le jour et est actuellement en cours de relecture. Ce guide pratique devrait être publié d'ici la fin de l'année.

Les femmes en politique

21. En partenariat avec le Parlement du Burundi, l'UIP a parachevé un projet de soutien aux femmes parlementaires d'une durée de deux ans, financé par le Fonds des Nations Unies pour la démocratie. Les activités les plus récentes visaient à appuyer l'action parlementaire pour l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Les activités organisées ont permis d'informer les parlementaires des droits et des obligations contenus dans la Convention, de recenser les lois discriminatoires et de définir les initiatives parlementaires nécessaires. Une enquête portant sur les priorités législatives des femmes parlementaires a aussi été réalisée et ses résultats débattus avec les organisations représentant la société civile. Le projet s'est conclu par l'examen d'un plan d'action à l'intention du Parlement burundais sur l'égalité et les droits des femmes au Burundi.

22. L'UIP et le PNUD Jordanie ont signé un Protocole d'accord visant à soutenir la Chambre des représentants de Jordanie dans ses efforts de promotion des femmes au Parlement et de respect des droits des femmes. Un séminaire consacré au budget et à l'égalité a eu lieu en juillet 2009 dans le cadre des activités du programme de coopération. Ce programme a aussi permis de créer un groupe de travail chargé d'examiner et d'abolir les dispositions discriminatoires de la législation jordanienne, conformément aux dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).

23. La cinquième réunion des Présidentes de parlement, organisée par l'UIP à l'invitation du Conseil national autrichien, a eu lieu en juillet 2009. Elle a porté sur les difficultés à surmonter pour atteindre le troisième des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui porte sur l'égalité des sexes et, plus particulièrement, sur la lutte contre la violence envers les femmes, ainsi que sur la crise financière. Les Présidentes ont aussi signé la Campagne d'UNIFEM intitulée *Dites non à la violence à l'égard des femmes*.

24. L'UIP a présenté un rapport lors de la réunion du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes qui a eu lieu à New York au mois de juillet. Ce rapport contenait des informations relatives aux femmes parlementaires vivant dans les différents pays dont le cas devait être abordé lors de cette session, ainsi qu'au degré d'implication des parlements dans l'élaboration des rapports établis au regard de la Convention.

25. Le dernier projet de recherche de l'UIP, à savoir l'enquête sur des parlements soucieux à l'égalité des sexes, s'est poursuivi. Des questionnaires ont été envoyés aux autorités parlementaires, aux parlementaires et aux groupes parlementaires.

26. L'UIP a lancé une campagne parlementaire de lutte contre la violence à l'égard des femmes. Elle a intégré à son site internet une section consacrée à cette campagne (<http://www.ipu.org/vaw>), publié un document portant sur le rôle du Parlement dans la lutte contre la violence envers les femmes et élaboré des documents de campagne destinés à aider les parlements à célébrer le dixième anniversaire de la proclamation officielle du 25 novembre comme Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

27. L'UIP a de nouveau apporté sa contribution au Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement et au Rapport sur le développement humain du PNUD en fournissant, comme chaque année, des chiffres concernant le nombre de femmes parlementaires. Les travaux de recherche portant sur le fonctionnement des commissions parlementaires chargées de l'égalité des sexes et de la condition de la femme ont été élargis aux groupes de femmes parlementaires. Enfin, l'UIP a participé à une conférence régionale sur les femmes dans les parlements des Etats arabes, organisée par le PNUD à Beyrouth (Liban), au mois de juillet.

28. L'UIP a poursuivi sa collaboration dans le cadre de iKNOWPolitics (*International Knowledge Network of Women in Politics* - Réseau international de diffusion de connaissances sur les femmes en politique, www.iKNOWPolitics.org) avec ses partenaires, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'*International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (International IDEA) et le *National Democratic Institute for International Affairs* (NDI).

Activités liées à l'enfance

29. Les parlementaires de 14 pays d'Amérique latine ont participé à un séminaire organisé par l'Assemblée législative du Costa Rica sous les auspices de l'UIP et de l'UNICEF pour discuter des stratégies de prévention et d'élimination de la violence à l'égard des enfants. Les participants ont adopté des recommandations en vue d'une action parlementaire sur différents aspects de la prévention et de l'élimination de la violence.

Développement

30. L'UIP a continué à travailler à la mise en œuvre de la résolution adoptée au Cap en 2008 sur le thème "Le contrôle parlementaire des politiques étatiques en matière d'aide étrangère". Elle a soutenu les efforts déployés par le Forum pour la coopération en matière de développement (DCF) du Conseil économique et social de l'ONU pour améliorer l'efficacité de la coopération au développement. L'UIP est aussi membre du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE chargé de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra. L'UIP co-préside un groupe de travail chargé de promouvoir des pratiques internes de nature à assurer une plus grande efficacité de l'aide.

31. Les études de cas entreprises par l'UIP pendant l'année ont porté sur le degré de participation du Parlement à la planification et à l'évaluation des plans et programmes nationaux de développement en Tanzanie et en Zambie. L'objectif de ces études est de comprendre comment aider au mieux les parlements à assumer leur responsabilité et à se sentir directement concernés par les plans de développement et leur mise en œuvre.

32. Ces derniers mois, l'UIP s'est associée au dispositif intitulé *Facility for Capacity Development for Development Effectiveness* destiné à renforcer les capacités pour améliorer l'efficacité de l'aide, un nouveau projet de la région Asie-Pacifique. La CDDE, sous la houlette du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque asiatique de développement (BAD), l'Institut de la Banque mondiale (WBI) et l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), a pour but de mobiliser les parlementaires, les représentants de la société civile, les bailleurs de fonds et les ministères en faveur d'un renforcement des capacités permettant d'améliorer l'efficacité de l'aide.

Coopération avec le système des Nations Unies

33. L'UIP a pris part à la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, qui a eu lieu du 20 au 26 juin. Le document final de cette conférence encourageait l'UIP "à continuer de contribuer à l'élaboration de réponses mondiales à la crise".

34. Un comité préparatoire de la troisième Conférence mondiale des Présidents de parlement, qui aura lieu en juillet 2010, s'est réuni au Siège de l'UIP les 17 et 18 juillet. Les 25 Présidents siégeant au Comité ont décidé, entre autres, que ce sommet parlementaire se pencherait sur les différentes façons de continuer à renforcer le partenariat entre l'ONU et l'UIP et que ses conclusions seraient présentées lors du Sommet 2010 des Nations Unies, qui se déroulera en septembre suivant.

35. Le 24 septembre s'est tenue à New York une réunion d'information de l'UIP à l'intention des parlementaires assistant au débat général marquant l'ouverture de la 64^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

36. Les préparatifs de l'Audition parlementaire 2009 aux Nations Unies (19 et 20 novembre) intitulée "Susciter une mobilisation politique et mettre en œuvre des réponses efficaces à la crise économique mondiale pour aller de l'avant", de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés prévue en 2011, ainsi que de la quinzième session de la Conférence des parties (CdP15) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui aura lieu à Copenhague en décembre 2009, ont débuté.

37. Pour mieux refléter le degré de coopération existant entre l'UIP et le PNUD, le Secrétaire général et l'Administrateur du PNUD ont entamé des discussions visant à réactualiser le Protocole d'accord signé en 2007 par les deux Organisations.

38. Outre les activités susmentionnées, l'UIP a organisé le 30 septembre 2009 une réunion-débat sur les dangers du protectionnisme commercial en tant que réponse politique à la crise économique mondiale, dans le cadre du Forum public annuel de l'OMC. Le lendemain, l'UIP a accueilli une session du Comité de pilotage de la Conférence parlementaire sur l'OMC consacrée à l'état actuel du cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha.

Administration et finances

39. Au cours du premier semestre 2009, l'économie mondiale a continué à subir les effets de la crise financière mondiale qui s'est déclenchée fin 2008. Du point de vue des taux de change, le principal impact budgétaire des fluctuations du taux de change entre le dollar et le franc suisse est à mettre sur le compte du Bureau de l'UIP à New York. Le dollar s'est quelque peu raffermi pendant le premier trimestre de l'année, avant de connaître un nouvel affaissement significatif, ce qui a eu pour effet de réduire les frais de fonctionnement généraux de l'UIP. L'inflation reste relativement faible en Suisse, comme dans la plupart des pays, le prix des produits de base ayant chuté dans le sillage de la récession économique. Les dépenses de fonctionnement étant maintenues dans les limites budgétaires, la situation financière semble satisfaisante et stable et un excédent brut de fonctionnement est prévu en fin d'exercice.

40. Le principal souci de l'UIP à moyen terme reste le passif enregistré par son ancienne Caisse de prévoyance. La reprise du marché des actions et des obligations a permis à la Caisse de redresser considérablement ses actifs après les baisses record enregistrées en février/mars 2009. Les Membres ne doivent pas oublier l'obligation faite à l'Organisation de débloquer suffisamment de fonds pour financer la retraite de ses anciens employés.

41. En ce qui concerne les contributions ordinaires, certains Membres n'ont pas encore réglé leur contribution et risquent donc de perdre leur droit de vote, voire d'être suspendus. L'UIP a augmenté sa provision pour créances douteuses en prévision.

42. Les efforts constants visant à mobiliser des contributions volontaires en faveur de l'UIP ont abouti à la mise à disposition de fonds de la part de la Finlande (pour les activités liées aux droits de l'homme), de la part du PNUD (pour une série de projets) et de la part de la Commission européenne (pour un projet parlementaire en Guinée équatoriale). Des négociations sont en cours avec les autorités belges, qui seraient prêtes à engager des fonds, destinés à des activités réalisées en Afrique de l'Ouest avec le concours du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO).

B. REUNIONS

43. Au cours des six mois précédant la 121^{ème} Assemblée, les réunions suivantes ont été, ou seront, organisées par l'Union interparlementaire, ou tenues avec son soutien ou son parrainage :

- Réunion régionale des Parlements des Douze Plus sur les droits des personnes handicapées
- Conférence parlementaire sur la crise économique mondiale
- Cinquième réunion des Présidentes de parlement
- Conférence régionale sur la contribution du Parlement à la réconciliation nationale et à la réforme institutionnelle
- Conférence parlementaire sur la démocratie en Afrique
- Quatrième Conférence à l'intention des membres des commissions parlementaires traitant de la condition de la femme et autres commissions traitant de l'égalité des sexes "Le parlement est-il ouvert aux femmes ? Evaluation"
- Réunion-débat parlementaire dans le cadre du Forum public annuel de l'OMC
- Conférence des partenaires du réseau iKNOW Politics sur la contribution des médias et des technologies de l'information à l'accroissement du nombre de femmes en politique et à l'efficacité de leur action

C. PUBLICATIONS

44. Les ouvrages suivants ont été publiés au cours des derniers mois :

- Le Monde des Parlements
- Brochure : "Principes directeurs relatifs aux sites Web parlementaires"
- Guide parlementaire: "Combattre la traite des personnes"
- Brochure : "Une réponse parlementaire à la violence contre les femmes"
- Affiches : "La violence contre les femmes"
- Brochure : "Principes directeurs relatifs aux droits et aux devoirs de l'opposition parlementaire"
- Affiche : "Journée internationale de la démocratie 2009"
- Brochure : "Journée internationale de la démocratie 2009"
- Brochure : "Mobiliser les parlementaires en faveur du Programme d'action de Bruxelles pour les pays les moins avancés"

D. MEMBRES DE L'UIP

45. L'UIP compte 153 Parlements membres et huit Assemblées parlementaires internationales ayant qualité de Membres associés.

Membres (153)

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Ethiopie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République Islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Palaos, Palestine, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe

Membres associés (8)

Assemblée législative est-africaine, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Comité interparlementaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, Parlement andin, Parlement centraméricain, Parlement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Parlement européen et Parlement latino-américain

E. ORGANES STATUTAIRES

ASSEMBLEE

46. La 120^{ème} Assemblée s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), du 5 au 10 avril 2009. Les préparatifs sont en cours pour la 122^{ème} Assemblée, qui se tiendra à Bangkok (Thaïlande), du 27 mars au 1^{er} avril 2010.

COMMISSIONS PERMANENTES DE L'ASSEMBLEE

47. A Addis-Abeba, les points suivants ont été examinés par les Commissions permanentes et adoptés par la 120^{ème} Assemblée :

- Promouvoir la non-prolifération et le désarmement nucléaires et assurer l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires : le rôle des parlements
- Changements climatiques, modèles de développement durable et énergies renouvelables
- La liberté d'expression et le droit à l'information

Point d'urgence :

- Le rôle des parlements dans l'atténuation des effets sociaux et politiques de la crise économique et financière internationale sur les groupes les plus vulnérables de la communauté mondiale, en particulier en Afrique

48. Le Conseil directeur a élu le Bureau et les deux co-rapporteurs de chacune de ces commissions. La composition des Bureaux est la suivante :

PAIX ET SECURITE INTERNATIONALE

Président :	M. T. Boa (Côte d'Ivoire)	<i>Groupe africain</i>
Premier Vice-Président :	M. E. Zialcita (Philippines)	<i>Groupe Asie-Pacifique</i>
Vice-Présidents :	TITULAIRE	SUPPLEANT (E)
<i>Groupe africain</i>	<i>Président actuel</i>	M. Z. Madasa (Afrique du Sud)
<i>Groupe arabe</i>	M. B. Boutouiga (Algérie)	M. A. El Kadiri (Maroc)
<i>Groupe Asie-Pacifique</i>	<i>Premier Vice-Président actuel</i>	M. J.D. Seelam (Inde)
<i>Groupe Eurasie</i>	M. V. Likhachev (Fédération de Russie)	M. V. Popov (Biélorus)
<i>Groupe latino-américain</i>	M. A. Gutiérrez Cueva (Pérou)	M. A. Santos (Brésil)
<i>Groupe des Douze Plus</i>	M. A. Destexhe (Belgique)	M. J. Pflug (Allemagne)

Rapporteurs de la Commission permanente à la 122^{ème} Assemblée :

Mme M.T. Ortuño (Mexique)
M. Apiwan Wiriyachai (Thaïlande)

DEVELOPPEMENT DURABLE, FINANCEMENT ET COMMERCE

Président :	M. P. Martin-Lalande (France)	<i>Groupe des Douze Plus</i>
Premier Vice-Président :	M. S. Al Hossaini (Arabie saoudite)	<i>Groupe arabe</i>
Vice-Présidents :	TITULAIRE	SUPPLEANT (E)
<i>Groupe africain</i>	M. S. Jackou (Niger)	M. K. Mporogomyi (République-Unie de Tanzanie)
<i>Groupe arabe</i>	<i>Premier Vice-Président actuel</i>	M. M. El Said (Egypte)
<i>Groupe Asie-Pacifique</i>	Mme S. Tioulong (Cambodge)	Mme D. Vale (Australie)
<i>Groupe Eurasie</i>	<i>Poste vacant</i>	M. B.Z. Zhambalimbuev (Fédération de Russie)
<i>Groupe latino-américain</i>	M. A. Lins (Brésil)	M. R. Machuca (El Salvador)
<i>Groupe des Douze Plus</i>	<i>Président actuel</i>	M. F. Notari (Monaco)

Rapporteurs de la Commission permanente à la 122^{ème} Assemblée :

M. F.-X. de Donnea (Belgique)
M. G. Lubinda (Zambie)

DEMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME

Président :	Poste vacant	Groupe latino-américain
Premier Vice-Président :	M. Y. Zhumabayev (Kazakhstan)	Groupe Eurasie
Vice-Présidents :	TITULAIRE	SUPPLÉANT (E)
Groupe africain	M. A.K. Bagbin (Ghana)	Mme M.G. Chetima (Niger)
Groupe arabe	M. Z. Azmy (Égypte)	M. J. Fairouz (Bahreïn)
Groupe Asie-Pacifique	Poste vacant	M. T.J. Wan Junaidi (Malaisie)
Groupe Eurasie	Premier Vice-Président actuel	M. A. Felaliev (Tadjikistan)
Groupe latino-américain	Président actuel	M. D. Cortez (Panama)
Groupe des Douze Plus	Mme R.M. Albernaz (Portugal)	M. J. Winkler (Allemagne)

Rapporteurs de la Commission permanente à la 122^{ème} Assemblée :

Mme M. Lugić (Croatie)
M. A.K. Bagbin (Ghana)

CONSEIL DIRECTEUR

49. Le compte rendu des travaux de la 184^{ème} session du Conseil tenue à Addis-Abeba a été communiqué aux Membres de l'UIP le 29 juin. La 185^{ème} session se tiendra à Genève durant la 121^{ème} Assemblée (du 19 au 21 octobre).

COMITE EXECUTIF

50. La 254^{ème} session du Comité exécutif s'est tenue à Addis-Abeba. Le Comité tiendra sa 255^{ème} session à Genève durant la 121^{ème} Assemblée.

51. La composition du Comité exécutif est la suivante :

Membres		Terme du mandat
Président de droit :	M. T.-B. Gurirab (Namibie)	octobre 2011
Vice-Présidente du Comité exécutif	Mme E. Papademetriou (Grèce)	octobre 2009
Vice-Présidents de l'UIP :	M. J.A. Coloma (Chili)	octobre 2011
	Mme Z. Drif Bitat (Algérie)	octobre 2011
	Poste vacant (Indonésie)*	octobre 2010
	M. A. Kozlovskiy (Fédération de Russie)	octobre 2009
	M. R.M.K. Al Shariqi (Emirats arabes unis)	octobre 2012
Membres :	M. A. Alonso Díaz-Caneja (Mexique)	octobre 2012
	Mme P. Cayetano (Philippines)	avril 2010
	M. Young Chin (République de Corée)	octobre 2011
	Poste vacant (Viet Nam)*	octobre 2011
	Mme J. Fotso (Cameroun)	octobre 2010
	M. M.C. Nago (Bénin)	octobre 2011
	M. R. del Picchia (France)	octobre 2011
	M. T. Toga (Ethiopie)	octobre 2011
	M. G. Versnick (Belgique)	octobre 2010
	Poste vacant (Islande)*	avril 2012

* Le membre du Comité exécutif de ce pays n'occupe plus de siège parlementaire. Conformément à l'[Article 23.6 des Statuts](#), une élection aura lieu lors de la prochaine réunion du Conseil directeur. Si le membre nouvellement élu vient d'un parlement différent de celui du membre sortant, il ou elle accomplira un mandat complet. Si tel n'est pas le cas, le nouveau membre finira le mandat de son prédécesseur.

REUNION DES FEMMES PARLEMENTAIRES

52. La quatorzième réunion des Femmes parlementaires s'est tenue durant l'Assemblée d'Addis-Abeba le 5 avril 2009. On trouvera ci-après la composition du Comité de coordination de la Réunion des Femmes parlementaires :

BUREAU

		<i>Terme du mandat</i>
Présidente :	Mme P. Cayetano (Philippines)	avril 2010
Première Vice-Présidente :	Mme F. Ben Amor (Tunisie)	avril 2010
Deuxième Vice-Présidente :	Mme M. Mensah-Williams (Namibie)	avril 2010

MEMBRES

Membres du Comité exécutif (de droit) :

Mme Z. Drif Bitat (Algérie)	octobre 2011
Mme J. Fotso (Cameroun)	octobre 2010
Mme E. Papademetriou (Grèce)	octobre 2009

Présidente de la Réunion des femmes parlementaires (de droit) :

Mme G. Mahlangu-Nkabinde (Afrique du Sud)	avril 2010
Mme S. Minale (Ethiopie)	avril 2011

TITULAIRE	SUPPLÉANTE	<i>Terme du mandat</i>
Représentantes régionales (élues pour quatre ans) :		
<i>Groupe africain</i>		
Mme M. Mensah-Williams (Namibie)	Mme S.A. Lyimo (République-Unie de Tanzanie)	avril 2012
<i>Groupe arabe</i>		
Mme A.A. Al Qubaisi (Emirats arabes unis)	Mme A. Mubarak (Bahreïn)	avril 2012
<i>Groupe Asie-Pacifique</i>		
Mme J. Hall (Australie)	Mme F. Ajoorlou (République islamique d'Iran)	avril 2012
<i>Groupe Eurasie</i>		
Mme V. Petrenko (Fédération de Russie)	Mme E. Semenova (Fédération de Russie)	avril 2012
<i>Groupe latino-américain</i>		
Mme L. Menchaca (Mexique)	Mme M. Muller (Argentine)	avril 2012
<i>Groupe des Douze Plus</i>		
Mme C. Markwalder Bär (Suisse)	Mme M. Griefahn (Allemagne)	avril 2012

Représentantes régionales (élues pour deux ans) :

<i>Groupe africain</i>		
Mme L.S. Changwe (Zambie)	Mme M.G. Chetima (Niger)	avril 2010
<i>Groupe arabe</i>		
Mme F. Ben Amor (Tunisie)	Mme S. Greiss (Egypte)	avril 2010
<i>Groupe Asie-Pacifique</i>		
Mme P. Cayetano (Philippines)	Mme P. Kaur (Inde)	avril 2010
<i>Groupe Eurasie</i>		
Mme B. Baimagambetova (Kazakhstan)	Poste vacant	avril 2010
<i>Groupe latino-américain</i>		
Mme M. Xavier (Uruguay)	Poste vacant	avril 2010
<i>Groupe des Douze Plus</i>		
Mme A. Clywd (Royaume-Uni)	Mme G. Gautier (France)	avril 2010

F. COMITES SPECIAUX ET GROUPES DE TRAVAIL**COMITE DES DROITS DE L'HOMME DES PARLEMENTAIRES**

53. Les membres de ce Comité, dont le mandat est de cinq ans, sont élus à titre individuel et de manière à ce que toutes les régions du monde soient représentées. Le Comité se compose comme suit :

Membres titulaires

		<i>Terme du mandat</i>
Présidente :	Mme S. Carstairs (Canada)	avril 2011
Vice-Présidente :	Mme R. Green (Mexique)	octobre 2011
Membres :	Mme Z. Benarous (Algérie)	avril 2011
	M. P. Mahoux (Belgique)	avril 2012
	M. A.Q. Pimentel Jr. (Philippines)	avril 2010

Membres suppléants

(noms figurant dans l'ordre correspondant à celui des membres titulaires)

Mme S. Leutheusser-Schnarrenberger (Allemagne)	octobre 2011
M. N. Ávila Contreras (Chili)	avril 2012
Mme E. Obeng Dappah (Ghana)	octobre 2011
Mme A. Boumediene-Thiery (France)	avril 2012
M. K. Jalali (République islamique d'Iran)	octobre 2010

54. Le Comité tiendra sa 127^{ème} session du 17 au 20 octobre à Genève, à l'occasion de la 121^{ème} Assemblée.

COMITE SUR LES QUESTIONS RELATIVES AU MOYEN-ORIENT

55. Le Comité est constitué des membres suivants :

Membres titulaires

		Terme du mandat
Présidente :	Mme A. Clwyd (Royaume-Uni)	octobre 2011
Membres :	M. H. Raidel (Allemagne)	avril 2010
	M. F.-X. de Donnea (Belgique)	octobre 2012
	M. A. Ponlaboot (Thaïlande)	avril 2012
	<i>Poste vacant</i>	
	M. L.H. Ishaq (Indonésie)	avril 2013

Membres suppléants

(noms figurant dans l'ordre correspondant à celui des membres titulaires)

	<i>Poste vacant</i>	
	M. S. Janquin (France)	octobre 2012
	Mme L. Coutinho (Portugal)	avril 2012
	<i>Poste vacant</i>	
	M. M. Sahin (Turquie)	avril 2012
	<i>Poste vacant</i>	

GROUPE DE FACILITATEURS CONCERNANT CHYPRE

56. Les membres du Groupe sont les suivants :

Mme S.E. Greiss (Egypte)
M. A. Dismore (Royaume-Uni)
Poste vacant

COMITE CHARGE DE PROMOUVOIR LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

57. Le Comité est constitué des membres suivants :

Membres titulaires

		Terme du mandat
Présidente :	Mme B. Gadiant (Suisse)	avril 2012
Membres :	M. B. Souilah (Algérie)	avril 2012
	M. H. Hamoudi (Iraq)	avril 2012
	Mme W. Chandrawila (Indonésie)	avril 2012
	M. S. Gavrilov (Fédération de Russie)	avril 2012
	M. J.C. Romero (Argentine)	avril 2012

Membres suppléants

(noms figurant dans l'ordre correspondant à celui des membres titulaires)

		Terme du mandat
	M. A. Kurt (Turquie)	avril 2012
	M. J.J. Mwiimbu (Zambie)	avril 2012
	Mme M. Osman Gaknoun (Soudan)	avril 2012
	Mme B. Gohar (Pakistan)	avril 2012
	Mme L. Ponomareva (Fédération de Russie)	avril 2013
	Mme E. Arguedas (Costa Rica)	avril 2012

COMITE DE COORDINATION DE LA REUNION DES FEMMES PARLEMENTAIRES

58. Ce Comité, organe subsidiaire de la Réunion des Femmes parlementaires, se compose de membres de droit et de membres élus. On en trouvera la composition actuelle aux pages 12 et 13. Le Comité siègera à Genève le 19 octobre, à l'occasion de la 121^{ème} Assemblée.

GROUPE DU PARTENARIAT ENTRE HOMMES ET FEMMES

59. Le Groupe se compose des quatre membres suivants désignés par le Comité exécutif :

Poste vacant

Mme Z. Drif Bitat (Algérie)

M. R. del Picchia (France)

Mme P. Cayetano (Philippines)

COMITE DE GESTION DE LA CAISSE DE PREVOYANCE RESIDUELLE EN FAVEUR DU PERSONNEL

60. Le Comité de gestion se compose comme suit :

Président : M. R. del Picchia (France), membre du Comité exécutif

Membres : M. J.-M. Mivelaz (Banque Lombard Odier Darier Hentsch)

M. A.B. Johnsson, Secrétaire général de l'UIP

M. J. Jennings et Mme J. Toedtli, Représentants de l'Association du personnel de l'UIP

Mme E. Riz-à-Porta, Représentante des retraités

VERIFICATEURS INTERNES DES COMPTES DE L'UIP POUR L'EXERCICE FINANCIER 2009

M. D. Reisiegel (République tchèque)

M. C.S. Atwal (Inde)